



## Etats-Unis

Etat utilisateur,  
producteur et stockeur  
de BASM



### PRODUCTION, TRANSFERT, STOCKAGE, UTILISATION

**Pays pollué par les bombes à sous-munitions :** Non

**Production:** Les Etats-Unis sont les premiers producteurs de bombes à sous-munitions. En 2007, 8 entreprises ont été identifiées comme produisant et faisant la promotion des sous-munitions ou des bombes à sous-munitions.

**Stockage :** De 700 à 800 millions de sous-munitions sont officiellement stockées par les Etats-Unis. Parmi elles, seulement 30 990 disposent d'un système d'autodestruction, soit seulement 0.00004%. Mais les stocks réels sont probablement plus importants (environ 1 milliard)\*.

**Transfert :** Le pays est un exportateur majeur de bombes à sous-munitions, il est notamment connu pour avoir exporté ou transféré des bombes à sous-munitions à au moins 27 autres pays : *Argentine, Australie, Belgique, Canada, Egypte, Danemark, France, Grèce, Honduras, Indonésie, Israël, Italie, Japon, Corée du Sud, Maroc, Pays-Bas, Pakistan, Arabie Saoudite, Espagne, Thaïlande, Turquie, Emirats Arabes Unis, Jordanie, Royaume-Unis, Bahreïn, Norvège, Oman.*

**Utilisation:** Les Etats Unis ont utilisé massivement les bombes à sous-munitions, notamment au Cambodge, au Laos et au Vietnam dans les années 1960 et 1970, mais également au Koweït et en Arabie-Saoudite (1991), en Yougoslavie (1999), en Afghanistan (2001-2002) et en Irak (1991 et 2003)

\* "Survey of Cluster Munitions Policy and Practice" de HRW, Feb.2007, p.62

### POSITIONNEMENT

**Convention sur les Armes Classiques (CCW):** Les Etats-Unis sont partie à la CCW.

**Protocole V sur les restes explosifs de guerre:** Les USA n'ont pas encore ratifié le protocole V.

**Processus d'Oslo:** Les Etats-Unis s'opposent toujours à un traité d'interdiction des bombes à sous-munitions qui, selon eux, ont une véritable utilité militaire. Les Etats-Unis ont déclaré en janvier-février 2008 que les instruments juridiques existants (CCW) étaient suffisants pour traiter la question des bombes à sous-munitions et qu'ils considéraient donc comme inutile un instrument spécifique sur ces armes. Pour eux, les interdire affecterait les opérations militaires conjointes, notamment dans le cadre de l'OTAN. Pendant la Conférence de Dublin en mai 2008 (à laquelle les Etats-Unis ne participaient pas), l'administration américaine a ainsi menacé les pays signataires du futur traité de ne plus participer à des opérations conjointes de maintien de la paix ou d'aide humanitaire<sup>1</sup>. Cette menace a permis aux Etats-Unis d'imposer le principe d'interopérabilité dans l'article 21 de la Convention sur les armes à sous-munitions, qui autorise les États parties du traité à participer à des opérations militaires conjointes avec des États non parties qui pourraient utiliser des bombes à sous-munitions.

**Politique :** en juillet 2008, le Secrétaire d'Etat à la Défense a indiqué que les Etats-Unis continueront à utiliser et exporter leurs stocks d'armes à sous-munitions pendant 10 ans. Pourtant, le Congrès a adopté une loi en 2007 (signée par le Président Bush) interdisant tout transfert d'armes à sous-munitions ayant un taux d'échec supérieur à 1%. Après 2018, les Etats-Unis continueront à utiliser les armes à sous-munitions qui ont un taux d'échec de moins de 1%.

<sup>1</sup> « Si cette convention était adoptée sous sa forme actuelle, a expliqué Stephen Mull, secrétaire d'État aux Affaires politiques et militaires, aucun bâtiment de la Navy ne pourrait techniquement être associé à une opération de maintien de la paix, d'aide d'urgence après une catastrophe ou d'assistance humanitaire (...). Et ce, parce que la plupart des unités de l'armée américaine possèdent ce genre d'armes dans leur stock. »

## Mines

### PRODUCTION, TRANSFERT, STOCKAGE, UTILISATION

**Pays pollué par les mines et les restes explosifs de guerre :** non

**Production :** Le Pentagone a demandé en 2006 1,66 milliards de dollars pour la recherche et la production de deux nouveaux systèmes de mines antipersonnel – Spider et Intelligent Munitions System – entre 2006 et 2013, et a commencé en juin 2006 une première production à petite échelle de Spider – c'est la première production de mines antipersonnel par les Etats-Unis depuis 1997.

**Stockage :** Le pays dispose d'environ 10,4 millions de mines antipersonnel dans ses arsenaux (c'est le troisième stock mondial)..

**Transfert :** En 1992, les États-Unis ont décidé un moratoire sur l'exportation de toutes les mines antipersonnel américaines. En 1999, ils ont supprimé leur dernier champ de mines permanent qui entourait leur base navale de Guantanamo à Cuba.

**Utilisation:** En 2004, les Etats-Unis se sont engagés à ne plus jamais employer de mines persistantes (sans système d'autodestruction ou d'autodesactivation) après 2010. Mais l'utilisation de toute mine antipersonnel ayant ces systèmes d'autodestruction ou d'autodesactivation est autorisée indéfiniment et sans restriction géographique par la politique de défense américaine. Dans les faits, la dernière utilisation connue de mines antipersonnel par les Etats-Unis remonte à 1991, pendant la guerre du Golfe.

### POSITIONNEMENT

**Traité d'Ottawa :** Les Etats-Unis ne sont pas parties au traité d'Ottawa. Les Etats-Unis jugent "nécessaire" de disposer de mines antipersonnel "pour protéger les militaires américains, les militaires de forces alliées ou les civils". Les Etats-Unis ont promis de continuer à coopérer au déminage de zones touchées par les mines antipersonnel, mais n'ont toujours pas l'intention d'adhérer à la Convention d'Ottawa. Celle-ci n'envisage pas en effet d'« exception coréenne », alors que les champs de mines sont un composant crucial de la stratégie américaine de protection de la Corée du Sud contre la Corée du Nord.

**CCW :** En 1999, les Etats-Unis ont ratifié la modification du protocole II de la convention sur certaines armes classiques. En 2006, ils ont adhéré à la déclaration de la troisième conférence d'examen de cette même convention en précisant qu'ils s'engageaient à ne pas employer des mines anti-véhicules en dehors de zones dont le périmètre est indiqué, et à ne pas en fournir.

En 2006, le gouvernement américain a dépensé 108,3 millions de dollars pour des programmes d'action humanitaire contre les mines dans 28 pays.

### Handicap International aux Etats-Unis :

Handicap International aux Etats-Unis fait parti du réseau des huit sections en charge de superviser les quelques 250 programmes mis en place aujourd'hui dans plus de 60 pays dans le monde.

**Sources:**

Human Rights Watch, *Survey of Cluster Munition Policy and Practice*, February 2007.

[www.sous-munitions.fr](http://www.sous-munitions.fr)

[www.handicap-international.org](http://www.handicap-international.org)